

ATIONS UNIES

ONSEIL  
E TUTELLE.



Distr.  
LIMITEE

T/COM.6 et 7/L.12  
27 juillet 1953

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU PRESIDENT NATIONAL DE LA JUVENTO  
CONCERNANT LE TOGO SOUS ADMINISTRATION BRITANNIQUE  
ET LE TOGO SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F  
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

JUVENTO

LOME, le 6 juillet 1953

COMITE NATIONAL

LE PRESIDENT NATIONAL

DEPARTEMENT  
DE

à Monsieur le Secrétaire général  
de l'O.N.U.

l'ORGANISATION NATIONALE  
23, rue de l'Alsace-Lorraine, 23  
(Togoland-Afrique Occidentale) LOME

NEW - YORK

No 52 CE

Nous avons l'honneur de vous communiquer ci-joint pour information copie  
du Mémoire soumis par notre Parti aux Autorités administrant les deux Togos  
en ce qui concerne la reconstitution du Conseil mixte pour les affaires togolaises.

Vous trouverez également sous le même pli la déclaration publique des  
autorités intéressées.

Veuillez agréer Monsieur le Secrétaire général, l'hommage de notre considé-  
ration distinguée.

Le 1er Vice Président,

.....

G.N. EKLUNATEY

MEMORANDUM DU JOINT COUNCIL

Vu la résolution adoptée par l'Assemblée générale de l'O.N.U. le 20 décembre 1952 relative aux affaires ewées et togolaises (A/C.4/L.266) (A/Résolution/65),

Prenant acte de la dite résolution notamment à son article 3 :

"Recommande aux deux Autorités administrantes intéressées de procéder à des consultations étendues et approfondies avec les principaux partis politiques des deux Territoires et de ne ménager aucun effort pour reconstituer le Conseil-mixte pour les affaires togolaises, ou un organe de même nature, sur une base qui permettrait d'obtenir la coopération de tous les principaux secteurs de la population, de façon que cet organe soit efficace et représentatif et puisse examiner les problèmes communs aux deux Territoires";

Référant à la lettre No 458 DS/AP en date du 12 juin 1953 de Monsieur le Commissaire de la République au Togo,

Référant à la déclaration publique des Autorités administrant les deux Togos,

Nous, Mouvement de la Jeunesse togolaise (JUVENTOO, Parti politique légalement constitué (Réf. journal officiel du Togo du 16/10/51 - page 925),

Sollicitons la reconstitution du Conseil-mixte pour les affaires togolaises conformément à la Résolution de l'O.N.U.,

Ci-après nos suggestions qui répondent au désir de la population nationale du Togoland oriental :

A - ATTRIBUTION

Les attributions à octroyer au Conseil-mixte sont déjà définies à l'article 5 de la Résolution du 20 décembre 1952.

Citation : "Recommande en outre de donner au Conseil-mixte, ou à tout organe analogue un mandat qui lui permette d'examiner toutes les questions politiques, économiques, sociales et culturelles qui intéressent les deux Territoires sous tutelle, y compris la question de leur unification, et de faire des recommandations au sujet de ces questions. Recommande également, en tant que première mesure de rétablir le Conseil-mixte et de le réorganiser aussitôt que possible par voie d'élections directes au suffrage universel des adultes et au scrutin secret".

B - MODE D'ELECTIONS DES MEMBRES

Etant donné que la majorité de la population des deux Territoires sous tutelle aspirent manifestement à l'unification des deux Togos et que l'élection au suffrage universel direct des adultes étant le seul mode d'élection démocratique approprié, le recensement nominatif déjà existant est le seul moyen économique à utiliser.

En conséquence, le prétexte avancé par les Autorités administrantes concernant le manque de temps et les grosses dépenses, ne semble pas être justifié.

L'affaire étant purement togolaise, seuls les Togolais sont qualifiés à prendre part au vote.

Prenant acte des termes du paragraphe 6 du préambule de la Résolution :

"... l'Autorité administrante doit créer des institutions politiques, éduquer et informer les populations, instituer la liberté de parole et d'action politique, de façon que les différents partis politiques puissent présenter leur programme aux populations du Territoire sous tutelle et rechercher, par des méthodes démocratiques, à obtenir l'appui de la majorité de ces populations".

#### DEMANDONS

A) Une liberté totale de campagne électorale sur toute l'étendue du Territoire par les moyens démocratiques (Congrès- réunions publiques - prises de contact avec les éléments autochtones);

B) Qu'aucun empêchement, entrave ou obstacle de la part des Autorités administrantes (Commandants de cercles - Chefs de cantons et de villages - les forces publiques, Chefs de subdivisions) ne soit porté au cours des campagnes électorales;

C) Qu'aucun véhicule administratif ne soit mis à la disposition des électeurs ni à celle des partis politiques le jour de vote, tout transport devant être assuré par les intéressés mêmes.- La multiplicité des lieux de vote est à recommander.

D) Que la présence des chefs ou des agents de forces publiques sur les lieux de vote soit strictement interdite afin d'éviter leurs influences pernicieuses sur les électeurs;

E) Que les lieux de vote soient installés sur des places publiques;

F) Que les bulletins de vote portent des emblèmes au choix des candidats;

G) L'emploi obligatoire de l'encre indélébile le jour de vote pour éviter les fraudes éventuelles;

H) Qu'une commission spéciale composée d'un représentant de chaque parti politique tels qu'ils sont reconnus par l'O.N.U. : (C.U.T. - P.T.P. - JUV. - U.C.P.N.) (Réf. document T/1034 page 70) soit constituée pour : 1) l'établissement des listes électorales; 2) la distribution des cartes électorales.

I) Que les candidats soient représentés dans les bureaux de vote;

J) Que chaque candidat soit élu dans sa propre circonscription électorale.

C - COMPOSITION DU CONSEIL

Conformément à l'article 2 de la même Résolution,

Citation : "Recommande que les consultations entreprises par les Autorités administrantes n'aient pas atteint le but visé au paragraphe 5 de la Résolution 555 (VI); le mode d'élection envisagé n'ayant pas abouti à la participation de tous les principaux groupes existant dans les deux Territoires sous tutelle";

Nous suggérons pour une représentation suffisante et adéquate que le Conseil-mixte soit composé de 30 membres élus au suffrage universel direct dont 15 pour le Togoland occidental et 15 pour le Togoland oriental, les deux Territoires étant considérés par les Autorités administrantes comme deux entités différentes.

Pour le système de vote, nous insistons sur la majorité simple.

Nous demanderons aux Autorités administrantes de nous faire connaître le plus tôt possible la date fixée pour les élections conformément aux recommandations de l'O.N.U.

Fait à Lomé le Quatre Juillet mil neuf cent cinquante-trois.-

P. le Mouvement de la Jeunesse togolaise  
(JUVENTO)

Le 1er Vice-Président,

.....

Gabriel EKLUNATEY.